



Unité-Progrès-Justice

BURKINA FASO

Unité Progrès Justice

**ARRETE N°2017____ /MINEFID/MATD/MAAH/MEA
portant barème d'indemnisation ou compensation
des terres rurales affectées lors des
opérationsd'expropriation pour cause d'utilité
publique.**

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

ET

**LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA
DECENTRALISATION**

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES

LE MINISTRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

- VU** la Constitution ;
- VU** le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU** le décret n°2017-075/PRES/PM du 12 janvier 2017 portant remaniement du Gouvernement ;
- VU** la loi n°....-2017/AN portant expropriation pour cause d'utilité publique et indemnisation des personnes affectées par les aménagements et projets d'utilité publique ou d'intérêt général au Burkina Faso ;
- VU** le décret n° 2006-362/PRES/PM/MEDEV/MATD/MFB/MAHRH/MID/MECV du 20 juillet 2006 portant adoption de la politique nationale d'aménagement du territoire ;
- VU** le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU** le décret n°2016-027/PRES/PM/SGG-CM du 23 février 2016 portant organisation-type des départements ministériels ;
- VU** le décret n°2016-381/ PRES/PM/MINEFID du 20 mai 2016 portant organisation du Ministère de l'économie, des finances et du développement ;
- VU** la loi n°034-2012/AN du 02 juillet 2012 portant Réorganisation Agraire et Foncière au Burkina Faso ;
- VU** le décret N°2017-.../PRES/PM/MINEFID/MATD/MAAH/MEA/MUH/MEEVCC

duportant conditions et modalités de réalisation de l'enquête
d'utilité publique et de l'enquête parcellaire.

ARRETENT

Chapitre I : Dispositions générales

Article 1: En application des articles 5 et 41 de la loi N°... -2017/AN du----- portant expropriation pour cause d'utilité publique et indemnisation des personnes affectées par les aménagements et projets d'utilité publique ou d'intérêt général au Burkina Faso, l'indemnisation ou la compensation des terres agricoles profite uniquement aux titulaires de droits de propriété sur les terres exploitées ou en jachère.

Article 2 : Le présent arrêté détermine les formules de calcul des indemnités ou compensations des terres rurales affectées lors des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique au Burkina Faso.

Article 3 : L'indemnisation ou la compensation est soit financière, soit en nature ou les deux à la fois selon les cas.

Chapitre II : Indemnisation ou compensation des terres agricoles

Article 4 : Le présent arrêté s'applique aux terres rurales, entendues comme celles situées à l'intérieur des limites administratives des communes rurales et destinées aux activités agricoles, pastorales, sylvicoles, fauniques, piscicoles et de conservation.

Les terres des villages rattachés aux communes urbaines sont également soumises au présent arrêté.

Il ne s'applique pas aux terres destinées à l'habitation, au commerce et aux activités connexes telles que déterminées par le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme et par les plans d'occupation des sols.

Article 5: Le principe en matière d'indemnisation ou de compensation des terres rurales est la compensation terre contre terre.

Dans l'impossibilité d'une compensation terre contre terre de la PAP, il est fait recours à l'indemnisation financière.

Article 6 : L'indemnisation des terres rurales tient compte de la superficie totale à exproprier, du coût unitaire de l'hectare, du coût des conservations des eaux et sols (CES) et défense et restauration des sols (DRS) et autres aménagements réalisés sur la terre à exproprier et des frais de sécurisation foncière.

La compensation pour la perte définitive de la terre est assortie d'un coefficient de majoration fixé à 5, maximum. Ce coefficient de majoration correspond à une prime accordée à la PAP qui perd définitivement son outil de production et son moyen de subsistance.

Le coefficient de majoration s'applique selon les tranches suivantes :

- $\leq 50\,000$ F CFA, coefficient 5
- $> 50\,000 \leq 100\,000$ F CFA, coefficient 4
- $> 100\,000 \leq 150\,000$, coefficient 3
- $> 150\,000 \leq 250\,000$ F CFA, coefficient 2
- $> 250\,000$ F CFA, coefficient 1

Article 7 : Le coût unitaire s'entend de la valeur vénale de la terre rurale dans la localité au moment de l'évaluation. Les données sont produites par les services du domaine et les services fonciers ruraux territorialement compétents.

La superficie s'entend du nombre d'hectares de terres détenus par la personne affectée par le projet, devant faire l'objet d'expropriation.

Les coûts de la Conservation des eaux et sols et Défense et restauration des sols (CES/DRS) s'entendent comme des investissements réalisés par la PAP et constatés sur ces terres au moment de l'évaluation.

L'évaluation des coûts CES/DRS est faite sur la base des coûts des matériaux/plants fournis par les services compétents du Ministère en charge de

l'agriculture et du Ministère en charge de l'environnement appliqués au volume total des investissements effectivement constatés sur le terrain au moment de l'évaluation.

Les frais de sécurisation foncière sont des frais engagés par la PAP pour obtenir un titre de propriété ou de jouissance sur sa terre. Ils sont payables ou pris en compte dans le calcul de l'indemnité financière sur présentation dudit titre et des quittances y relatives dûment établies par les services compétents.

Les critères et base de calcul de l'indemnité des terres se présentent comme suit :

N°	Matières	Critères de l'indemnisation financière	Base de calcul de l'indemnisation financière (IF)	Base de calcul des compensations en nature
1	Terres rurales	<u>Indemnisation financière</u> <ul style="list-style-type: none"> • Superficie : ha • Coût unitaire (CU) à l'hectare (en tenant compte du prix à l'hectare des terres rurales dans la localité) ; • coût des aménagements des CES/DRS : CA ; • frais de sécurisation foncière éventuelle : FSF. 	$IF = (Nha \times CU \times \text{coefficient } 5) \text{ ou } 1, 2, 3, 4 + CA + FSF$	<u>Compensation en nature (CN)</u> <ul style="list-style-type: none"> • Terre contre terre • Superficie : ha • Investissements réalisés : I • Frais de sécurisation foncière : FSF • Servitudes

Chapitre III : Disposition finale

Article 10: Le Secrétaire général du Ministère de l'économie, des finances et du développement, le Secrétaire général du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation, le Secrétaire général du Ministère de l'agriculture et des aménagements hydrauliques et le Secrétaire général du Ministère de l'eau et de l'assainissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le

Le Ministre de l'économie, des finances
et du développement

Le Ministre de l'agriculture et
des aménagements hydrauliques

Hadizatou Rosine
COULIBALY/SORI *Officier de l'Ordre*
National

Jacob OUEDRAOGO
Officier de l'Ordre National

Le Ministre de l'administration
territoriale et de la décentralisation

Le Ministre de l'eau et de
l'assainissement

Siméon SAWADOGO
Officier de l'Ordre National

Niougou Ambroise OUEDRAOGO
Officier de l'Ordre National